

Questions orales

Si l'honorable représentante veut que je fasse une déclaration d'ordre général sur la justice, je lui dirais qu'en tant que ministre des Finances, je tenterai sûrement de ne pas répéter les injustices flagrantes du budget conservateur. Voilà l'un des principaux objectifs que je tenterai de réaliser en présentant un budget.

M. Crosbie: Et la suppression de l'indexation?

Mlle MacDonald: Madame le Président, nous, de ce côté-ci de la Chambre, ne croyons pas qu'il est injuste d'aider les indigents, et j'espère que le ministre en tiendra compte. Je voudrais poser au ministre des Finances une autre question à propos de la déclaration qu'a faite hier le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources au sujet de la suppression graduelle des subventions accordées pour le pétrole importé à destination de la côte est, région que le ministre des Finances connaît bien.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a déclaré qu'au lieu de financer le pétrole importé à même les recettes globales, c'est le consommateur qui en fera les frais à même le prix qu'il paie pour l'essence à Vancouver, à Thunder Bay ou à Halifax. Si le consommateur canadien doit assumer le coût de cette subvention de 3 milliards de dollars, le ministre des Finances peut-il dire à quel genre de hausse il faut s'attendre sur le gallon d'essence ou le gallon de fuel domestique? Quelles seront les répercussions de la suppression de cette subvention de 3 milliards de dollars pour le consommateur moyen?

M. MacEachen: Madame le Président, le député se rappelle sans doute que, dans l'allocution que j'ai faite au mois d'avril, j'ai signalé que le gouvernement avait notamment l'intention d'instaurer un prix pondéré. Le programme d'indemnisation des importateurs de pétrole devrait évidemment disparaître progressivement après l'entrée en vigueur de ce prix pondéré.

Le député ne doit toutefois pas oublier que l'un des objectifs du gouvernement consiste toujours à ne faire payer qu'un seul et même prix aux consommateurs canadiens afin de ne pas désavantager les consommateurs des provinces de l'Atlantique par rapport à ceux des autres régions du Canada.

M. Clark: Quel sera le prix?

Mlle MacDonald: Madame le Président, une dernière question supplémentaire. Je voudrais demander au ministre des Finances si le coût de l'abandon progressif du programme d'indemnisation des importateurs de pétrole, qui devrait être de 3 milliards de dollars, sera effectivement supporté par les consommateurs, comme le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources l'a déclaré. Dans l'affirmative, de combien le prix de détail de l'essence ou du mazout de chauffage augmentera à la suite de cette décision?

M. MacEachen: Madame le Président, il doit être évident pour le député, comme ce doit l'être pour l'ancien ministre des Finances, que toute hausse du prix du pétrole au Canada se traduira par une réduction du programme d'indemnisation des importateurs de pétrole.

Le but du prix pondéré est de répartir le fardeau entre les différents secteurs du marché et de s'assurer que tous les

consommateurs canadiens en supportent une part égale. Cela semble avoir échappé à certains de ceux qui craignaient, de façon sincère, j'en suis persuadé, que nous demandions aux consommateurs des provinces de l'Atlantique de payer plus cher que les autres. Ce sera un prix uniforme pour tous les Canadiens.

Mlle MacDonald: C'est déjà un prix uniforme actuellement.

M. MacEachen: Le député m'a également demandé quel sera le montant de la hausse du prix du pétrole, du mazout domestique ou de l'essence. Tout dépendra de l'accord sur les prix et des hausses que cet accord comportera.

LE PRIX DU PÉTROLE—LES PROPOSITIONS PRÉSENTÉES À
L'ALBERTA

L'hon. Allan Lawrence (Durham-Northumberland): Madame le Président, j'adresse au premier ministre une question qui découle de certaines autres qui ont été posées cet après-midi.

Des hauts fonctionnaires du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources se sont mis en quatre la semaine dernière pour bien faire comprendre aux média de l'Ouest que le gouvernement avait fait au gouvernement albertain une proposition énergétique globale identique à celle du gouvernement Clark. Hier à la télévision le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources l'a d'ailleurs confirmé. Pour la gouverne du premier ministre, je vais citer textuellement le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources:

J'ai effectivement présenté une autre proposition... qui aurait mis en œuvre des dispositions identiques à celles que prévoyait le budget conservateur du 11 décembre.

Il y a quelques minutes, alors que le premier ministre entrait à la Chambre, le vice-premier ministre venait de dire qu'on aurait tort de conclure...

Mme le Président: A l'ordre. Il est temps que le député pose sa question.

M. Lawrence: Voici ma question au premier ministre: étant donné ce que vient de dire le vice-premier ministre, à savoir qu'on aurait tort de conclure que les mêmes dispositions avaient été proposées, il y a quelqu'un qui ment ou...

Des voix: Oh, oh!

M. Lawrence:... à l'extérieur de la Chambre ou...

Mme le Président: A l'ordre. Nous venons de dire qu'il vaudrait mieux poser rapidement la question. Si le député ne la pose pas tout de suite, je devrai donner la parole à quelqu'un d'autre.

M. Lawrence: Madame le Président, je tâchais de mettre au courant le premier ministre qui n'avait évidemment pas entendu le vice-premier ministre cet après-midi. Voici ma question: quelqu'un ne dit pas la vérité et le gouvernement ne peut dire blanc et noir à la fois; l'un ou l'autre ministre a raison, mais lequel?

Mme le Président: A l'ordre. Cela m'a semblé être une assertion plutôt qu'une question. Veuillez poser la question.

Une voix: Il vient de la poser.